

Une proposition actuellement à l'étude consisterait à faire en sorte que les municipalités demandent aux contribuables l'autorisation d'arrondir les factures d'eau au dollar supérieur et de consacrer ainsi l'excédent à la réalisation de projets d'adduction d'eau potable en Afrique. Pris isolément, les projets de ce genre ne représentent peut-être pas grand-chose, mais leur multiplication pourrait considérablement étoffer la contribution du Canada au développement de l'Afrique.

S'il faut commencer par bâtir un partenariat au Canada, c'est pour parvenir ensuite à en établir un avec les Africains. « D'un peuple à l'autre », voilà qui devrait devenir le thème directeur de l'aide canadienne à l'Afrique pendant les dix prochaines années. Le gouvernement du Canada et les ONG devraient avoir pour priorité l'accroissement de la présence en Afrique des organisations de bénévoles, ce qui resserrerait encore les liens de ces dernières avec leurs homologues africaines. Dans ce but, il faudrait ouvrir, partout où le besoin s'en fait sentir en Afrique, des centres bénéficiant de l'appui concerté du gouvernement canadien et des organisations de bienfaisance, lesquels viendraient épauler et conseiller les initiatives conjointes canado-africaines. Le Soudan pourrait très rapidement se prêter à la création d'un tel centre.

La nécessité qu'il y a de renforcer les liens entre le Canada et l'Afrique se fait sentir dans notre pays également. Les étudiants venus d'Afrique et d'ailleurs ont enrichi la vie universitaire canadienne. Le fait que de nombreux Africains éminents aient suivi des études supérieures au Canada rehausse encore l'influence de notre pays et facilite nos initiatives diplomatiques en Afrique. C'est pour cette raison notamment que la tendance au relèvement de plus en plus marqué des frais de scolarité imposés aux étudiants étrangers plus qu'à leurs condisciples canadiens devrait être arrêtée. Les étudiants africains surtout devraient bénéficier des mêmes possibilités d'accès aux collèges et universités du Canada.

« Secours d'urgence à l'Afrique » (SUA) a proposé que le milieu des organisations de bienfaisance et le gouvernement du Canada établissent conjointement un fonds pluriannuel spécial en contrepartie pour aider au financement des projets soumis par les ONG. Dans cette veine, **je préconise que les ONG, les groupements à caractère professionnel, les organismes municipaux, les maisons d'éducation, les syndicats, les groupes d'affaires, les églises et tous les autres groupes intéressés établissent un Centre Canada-Afrique**